



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 OCTOBRE, 1901.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour de septembre 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Trois-Rivières : Dieudonné Rouleau, propriétaire de moulin à scie, et Albert Marcotte, cultivateur, sous deux de Saint-Tite, comté de Champlain ; Paul Garceau et Maxime Alexis Philibert, tous deux cultivateurs, de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice.

3875

#### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 9 octobre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 9 octobre 1901, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal, de nommer M. Louis Leclerc, marchand, conseiller de la municipalité du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, comté Jacques-Cartier, en remplacement de M. Napoléon Schetagne, démissionnaire.

3849

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th OCTOBER, 1901.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-fourth day of September, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers : Dieudonné Rouleau, proprietor of saw mill, and Albert Marcotte, farmer, both of Saint Tite, county of Champlain ; Paul Garceau and Maxime Alexis Philibert, both farmers, of Saint Elie de Caxton, in the county of Saint-Maurice.

3876

#### PROVINCIAL SECRETARY DEPARTMENT.

Québec, 9th October, 1901.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, the 9th October, 1901, in virtue of article 340 of the municipal code, to appoint Mr. Louis Leclerc, merchant, councillor of the municipality of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, county Jacques-Cartier, to replace Mr. Napoléon Schetagne, resigned.

3850

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 octobre 1901, de nommer M. Georges Lauzon, maire, du village de Saint-Eustache, en vertu des articles 342 et 343 du code municipal. 3817

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th of October, 1901, to appoint Mr. George Lauzon, mayor for the village of Saint Eustache, in virtue of articles 342 and 343 of municipal code. 3818

### Proclamations

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présents parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que M. L.  
Proc.-Général. } N. Asselin, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'évêque du dit diocèse, et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'il croit le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sainte-Cécile de Chlorydorme, dans le comté de Gaspé, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire dont se compose la paroisse de Sainte-Cécile-de-Chlorydorme, dans le comté de Gaspé, est formé d'une partie du canton Cloridorme, il couvre une étendue d'environ huit milles de largeur, mesurée de l'est à l'ouest ; sur une profondeur moyenne d'environ six milles, mesurée du nord au sud, et il est borné comme suit, savoir :

Au nord par le golfe Saint Laurent, au sud partie par le canton Blanchet et partie par le canton De Beaujeu, à l'est par la seigneurie de l'Anse du Grand-Étang, à l'ouest par la ligne diviseant les lots numéros vingt-sept (27) et vingt-huit (28), de l'arpentage primitif du premier rang du dit canton Cloridorme et de son prolongement vers le sud, jusqu'à l'intersection de la limite sud du susdit canton Cloridorme.

La paroisse de Sainte-Cécile-de-Chlorydorme, telle que ci-haut décrite, a une superficie d'environ quarante-huit (48) mille carrés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sainte-Cécile de Chlorydorme, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Cécile de Chlorydorme, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre

### Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Mr. L.  
Atty.-Genl. } N. Asselin, secretary of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant governor of Our said Province of Quebec, his certificate showing that no opposition has been filed in his office to the recognition of the canonical decree of the bishop of the said diocese, and also the said canonical decree in which are described and declared the limits and boundaries which he thinks most expedient to be assigned to the parish of Sainte Cécile de Chlorydorme, in the county of Gaspé, in the said diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory of which the parish of Sainte Cecile de Chlorydorme, in the county of Gaspé, is composed, is formed of a part of the township Cloridorme, it covers an extent of about eight miles in width, measured from east to west, by an average depth of about six miles, measured from north to south, and it is bounded as follows, to wit :

On the north by the gulf of Saint Lawrence, on the south partly by the township Blanchet, and partly by the township De Beaujeu, on the east by the seigniorie of l'Anse du Grand Etang, on the west by the line dividing the lots numbers twenty-seven (27) and twenty-eight (28), of the primitive survey of the first range of the said township Cloridorme, and of its prolongation to the south to the intersection of the south limit of the said township Cloridorme.

The parish of Saint Cecile de Chlorydorme, such as hereinabove described, has an area of about forty-eight (48), square miles.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sainte Cécile de Chlorydorme aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte Cécile de Chlorydorme, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Que-

Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,  
ADELARD TURGEON,  
Provincial Secretary.

3823

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourrout concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } ATTENDU qu'il a plu au  
Procureur Général, } Dieu Tout-Puissant, dans  
Canada. } sa bonté extrême, d'accorder  
au Canada cette année une abondante moisson et  
d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-huitième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentés, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre Règne la première.

Par ordre,  
R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

3725

Canada  
Province de }  
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre

bec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,  
ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } WHEREAS it hath pleased  
Attorney General, } Almighty God, in His  
Canada. } Great Goodness to vouchsafe  
this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful  
harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the twenty-eighth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FOURTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,  
R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

3726

Canada,  
Province of }  
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly

dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

#### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

3117

#### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du septième jour d'octobre 1901, incorporant W. Joseph Tremblay, négociant, de Roberval; William A. Verge, docteur en médecine, et Joseph Ferdinand Gauvreau, courtier, tous deux de la cité de Québec, André Silfrid Delisle, négociant, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, tous deux de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Manufacturer et vendre de la pulpe, du papier, et acquérir des limites à bois pour ces fins, sous le nom de "La Compagnie de Pulpe et de Papier de Roberval," avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cinquante piastres (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce huitième jour d'octobre 1901.

3825

JOS. BOIVIN,  
Sous-Secrétaire de la province.

of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

#### PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

3118

#### Government Notice

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1901, incorporating W. Joseph Tremblay, trader, of Roberval; William A. Verge, doctor in medicine, and Joseph Ferdinand Gauvreau, broker, both of the city of Quebec, André Silfrid Delisle, trader, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, both of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To manufacture and sell pulp, paper, and acquire timber limits for that purpose, under the name of "The Roberval Pulp and Paper Company," with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into one thousand five hundred (1500) shares of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office, of the secretary of the province of Quebec, this eighth day of October, 1901.

3826

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

No 1099.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Cyprien, comté de Napierville, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, savoir : No 517 jusqu'au No 541 inclusivement, du VIIIe rang de la dite paroisse ; et les lots No 705 jusqu'au No 731 inclusivement, du IXe rang de la susdite paroisse, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Lacolle," comté de Saint-Jean.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

3827

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises, sous le grand sceau de la province de Québec, en date du huitième jour d'octobre 1901, par lesquelles le fonds social de "La Compagnie de Pulpe de Péribonka" a augmenté son capital à cent mille piastres (\$100,000.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce huitième jour d'octobre 1901.

JOS. BOIVIN,

3847 Sous-Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Mines et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 7154.

*Harrington.*

La  $\frac{1}{2}$  est du lot 1, du 1er rang, à Joseph Lemay.  
La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 1, du 1er rang, à Etienne Morel.

La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 2, du 1er rang, à Alexandre Bigras.

La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 3, du 1er rang, à Baptiste Martel.

*Wentworth.*

La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 28, du 1er rang, à Cyrille Richer.

CHS. O. LAVOIE,

Sous-ministre suppléant.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

Québec, 10 octobre 1901. 3877

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 octobre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Wilfrid Joseph Proulx, écuyer, notaire public, des cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Simard, notaire public, de la cité de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire public, et de feu Eugène G. Simard, en son vivant notaire public, résidant en la paroisse de Varennes, et pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

3851 Secrétaire de la province.

No. 1099.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the municipality of Saint Cyprien, county of Napierville, the following cadastral lots, namely : No. 517 to No. 541 inclusively, of the VIIIth range of the said parish, and lots Nos. 705 to No. 731 inclusively, of the IXth range of the said parish, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Lacolle," in the county of Saint John's.

This annexation, if it is authorized, should take effect only on the 1st of July next (1902.)

3828

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been, issued under the great Seal of the province of Quebec, under date of the eighth day of the month of October, 1901, whereby the capital stock of the company "La Compagnie de Pulpe de Péribonka" is raised to one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

Dated at the office of the Provincial secretary of Quebec, this eighth day of October, 1901.

JOS. BOIVIN,

3848 Deputy provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7154.

*Harrington.*

East  $\frac{1}{2}$  of lot 1, in 1st range, to Joseph Lemay.  
West  $\frac{1}{2}$  of lot 1, in 1st range, to Etienne Morel.

West  $\frac{1}{2}$  of lot 2, in 1st range, to Alexander Bigras.

West  $\frac{1}{2}$  of lot 3, in 1st range, to Baptiste Martel.

*Wentworth.*

West  $\frac{1}{2}$  of lot 28, in 1st range, to Cyrille Richer.

CHS. O. LAVOIE,

Acting Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.

Québec, 10th October, 1901. 3878

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th October, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Wilfrid Joseph Proulx, esquire, notary public, of the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Simard, notary public, of the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as notary public, and of the late Eugène G. Simard, in his lifetime notary public, residing in the parish of Varennes, and practising in the city of Montréal, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 B. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

3852 Provincial secretary.

**EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL  
DE L'INDE.**

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 25 septembre 1901.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1902, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,

Secrétaire d'Etat.

3669-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 14 septembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Philéas Bazinet, écuyer, notaire public, de la cité de St-Hyacinthe, comté et district du même nom, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire H. R. Blanchard, en son vivant notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

3629-3

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour l'our ou le gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte précédent, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune petition demandant la permission de présenter un

**EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE  
OF INDIA.**

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 25th September, 1901.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1902, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant-Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,

Secretary of State.

3670

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 14th September, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Philéas Bazinet, esquire, notary public, of the city of St. Hyacinthe, county and district of the same name, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary H. R. Blanchard, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

3630

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and subject of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-

bill privé pour la construction d'un pont de péage. Les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de

bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turn

fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearrangement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

pike, Road, Telegraph or Telephone Line or construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act. — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie a fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demande à la Législature

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Ernest E. Vipond, étudiant en loi, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

ERNEST E. VIPOND.

Montréal, 2 octobre 1901.

3819

pany, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specified in each special case the clause of the general clause which is sought to be departed from, and replaced by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

3512

Clerk of the Legislative Assembly

### Application to the Legislature

Province of Québec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Ernest E. Vipond, law student, of Montreal, will petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Québec, to admit him as one of its members, after examination.

ERNEST E. VIPOND.

Montreal, 2nd October, 1901.

3820

## Avis Divers

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Martha A. Putney, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de James E. Webster, du dit canton de Hatley, charpentier, a institué, ce jour, une action en séparation des biens contre le dit James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 25 septembre 1901. 3815

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
No 1065.

Dame Corinne Dansereau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Tancrède Dansereau, commerçant, tous deux de la cité de Montréal.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 24 septembre 1901. 3813

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de St-François. } *Cour Supérieure.*  
No 265.

Avis est par le présent donné que Dame Ella Jane Weston, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Cyrille E. Weyland, du dit canton de Dudswell, dans le dit district, commis voyageur, le vingt-troisième jour de septembre dernier, a institué une action en séparation de biens contre le dit Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD,  
Procureur de la demanderesse.  
Daté, 5 octobre 1901. 3841

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Poplinger, du même lieu, marchand Demanderesse ;

vs.  
Le dit Samuel Poplinger, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

STEPHENS & HUTCHINS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 11 septembre 1901. 3833

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Sadie Alzady Heath, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Frederick Everett Yertaw, de la dite ville de Magog, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Frederick Everett Yertaw, son dit mari.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 7 octobre 1901. 3873

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.—Hull.*  
No 315.

Dame Eva Maria Clancy, épouse de William Farrell, du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa, cultivateur, Demanderesse ;

vs.  
Le dit William Farrell, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été prise le 8 octobre courant, en cette cause.

BROOKE & CHAUVIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Hull, 8 octobre 1901. 3867

## Miscellaneous Notices

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of St. Francis. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Martha A. Putney, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife *commune en biens* of James E. Webster, of the said township of Hatley, carpenter, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against the said James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 25th September, 1901. 3816

*Superior Court.—District of Montreal.*  
No. 1065.

Dame Corinne Dansereau has, this day, sued her husband, Tancrède Dansereau, trader, of Montreal, in separation as to property.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 24th September, 1901. 3814

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of St. Francis. } *Superior Court.*  
No. 265.

Notice is hereby given that Dame Ella Jane Weston, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Cyrille E. Weyland, of the said township of Dudswell, in said district, commercial traveller, did, on the twenty-third day of September last past, institute an action *en séparation de biens* against the said Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD,  
Attorney for plaintiff.  
Dated, 5th October, 1901. 3842

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Samuel Poplinger, of the same place, merchant, Plaintiff ;

vs.  
The said Samuel Poplinger, Defendant.  
An action for separation as to property has been, this day, instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 11th September, 1901. 3834

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Sadie Alzady Heath, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Frederick Everett Yertaw, of the said town of Magog, has, this day, instituted an action of separation as to property against the said Frederick Everett Yertaw, her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 7th October, 1901. 3874

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.—Hull.*  
No. 315.

Dame Eva Maria Clancy, wife of William Farrell, of the township of Wakefield, in the county and district of Ottawa, farmer, Plaintiff ;

vs.  
The said William Farrell, Defendant.  
An action in separation of property has, this day, been instituted in this cause.

BROOKE & CHAUVIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Hull, 8th October, 1901. 3868

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

No 6847.

Dame Alice Cadieux a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Hormisdas Girard, voiturier, de la ville Farnham.

J. S. POULIN,

Avocat de la demanderesse.

Swce'sbury, 24 septembre 1901. 3749-2

Dame Philomène Beaudoin, de Montréal,  
Demanderesse ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, du même lieu,  
Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, le défendeur, son mari, devant la cour supérieure, à Montréal, sous le No 1029.

JEAN D'AMOUR,

Proc. de la demanderesse.

Montréal, 17 septembre 1901. 3602-4

Province de Québec, }  
District de Beauharnois, } *Cour Supérieure*  
No 770.

Dame Martine Gervais, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de Donat Dubuc, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Donat Dubuc, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SEERS &amp; LAURENDEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 10 septembre 1901. 3569-5

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*  
No 125.

Dame Alma Garneau, du village d'Arthabaskaville, épouse commune en biens de Alfred Baril, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Baril, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de septembre courant.

COTÉ &amp; GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 11 septembre 1901. 3567-5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de St-Hyacinthe. }

Dame Edwidge Arzélie Martin, de la paroisse de Saint-Dominique, dit district, épouse commune en biens de François Xavier Dubreuil, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Dubreuil, Défendeur ;

et

Léonidas Brunelle, notaire, des cité et district de Saint-Hyacinthe,  
Tiers-saisi.

Une action a été, le quatre septembre courant, intentée contre le défendeur, par la demanderesse, en séparation de biens.

BEAUPARLANT &amp; MORIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 10 septembre 1901. 3547-5

Province de Québec, }  
District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*  
No 773.

Dame Cordélia Barrette, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse d'Albert Plante, épiciier, du

*Superior Court.—District of Bedford.*

No. 6847.

Dame Alice Cadieux has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Hormisdas Girard, of the town of Farnham, carriage maker.

J. S. POULIN,

Attorney for plaintiff.

Sweetsbury, 24th September, 1901. 3750

Dame Philomène Beaudoin, of Montreal,  
Plaintiff ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, of the same place,  
Defendant.

Plaintiff has, this day, taken against defendant, her husband, an action in separation of property, before the superior court, at Montreal, under No. 1029.

JEAN D'AMOUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th September, 1901. 3604.

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois, } *Superior Court.*  
No. 770.

Dame Martine Gervais, of the town of Salaberry de Valleyfield, wife of Donat Dubuc, of the same place, and duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Donat Dubuc, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, to day.

SEERS &amp; LAURENDEAU,

Attorneys for the plaintiff.

Beauharnois, 10th September, 1901. 3570

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska, } *Superior Court*  
No. 125.

Dame Alma Garneau, of the village of Arthabaskaville, wife common as to property of Alfred Baril, of the same place, joiner, Plaintiff ;

vs

The said Alfred Baril, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventh of September instant.

COTE &amp; GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Dated, 11th September, 1901. 3568

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of St. Hyacinth. }

Dame Edwidge Arzélie Martin, of the parish of Saint-Dominique, said district, wife common as to property of François-Xavier Dubreuil, of the same place,  
Plaintiff ;

vs

The said François Xavier Dubreuil, Defendant ;

and

Léonidas Brunelle, notary, of the city and district of Saint Hyacinth,  
Garnishee.

An action has been instituted on the fourth day of September instant, against the defendant, by the plaintiff, for separation of property.

BEAUPARLANT &amp; MORIN,

Advocates of the plaintiff.

Saint Hyacinth, 10th September, 1901. 3548

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois, } *Superior Court.*  
No. 773.

Dame Cordélia Barrette, of the town of Salaberry of Valleyfield, wife of Albert Plante, grocer, of the

même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 19 septembre 1901. 3663-2

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 777.

Dame Sophie Poirier, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de J. Cyrille Choquette, marchand, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 30 septembre 1901. 3795-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci après mentionné :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, raffiner et emballer de nouveau des sirops, mélasses, gelées au miel, conserves, confitures, viandes émincées (mince meats), marmelade, sucre (bar sugar) et objets semblables de toute description ;

(b) Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, boîtes d'étain, et toute sorte d'emballage ;

(c) Importer, exporter, vendre, manufacturer les objets ci-dessus mentionnés et en faire le commerce ;

(d) Agir comme agents et facteurs en rapport à l'achat, vente, réception et disposition de marchandise de toute description ;

(e) Faire toutes autres affaires (soit de manufacture ou autrement), dont la compagnie pourra être capable de conduire avantageusement, en rapport avec les susdits objets, ou calculées, directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'icelles, ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

(f) Acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée de faire, ou ayant une propriété convenable pour les objets de cette compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de vingt-cinq mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Frederick Welker, marchand, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise ; Joshua Collitt Rose, marchand, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal ; William Stirling Laflamme, marchand, de la dite ville de Westmount ; William Welker, marchand, de la dite cité de Montréal, et Alexander Stearns McCormick, étudiant, de la dite ville de Westmount.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et la majorité est sujets de Sa Majesté le Roi.

**MCCORMICK & MOFFAT,**  
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901. 3811

same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 19th September, 1901. 3664

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 777.

Dame Sophie Poirier, of the town of Salaberry of Valleyfield, wife of J. Cyrille Choquette, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 30th September, 1901. 3796

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2. The objects for which such incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, refine and repack syrups, molasses, honey jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalade, bar-sugar and like commodities of every description ;

(b) To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans and any and every kind of package ;

(c) To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities ;

(d) To act as agents and factors in relation to the purchase, sale, receipt and disposition of merchandise of any description ;

(e) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the above, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

(f) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person of company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property, suitable for the purposes of this company ;

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares will be twenty-five thousand, and the amount of each share will be one dollar.

6. The names in full and the address and calling or each of the applicants are as follows : Frederick Welker, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, merchant ; Joshua Collitt Rose, of the town of Westmount, in said district of Montreal, merchant ; William Stirling Laflamme, of said town of Westmount, merchant ; William Welker, of the said city of Montreal, merchant, and Alexander Stearns McCormick, of the said town of Westmount, student.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada, and the majority of them are subjects of His Majesty the King.

**MCCORMICK & MOFFAT,**  
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st October, 1901. 3812

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation, en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des Statuts Refondus de la province de Québec, "de la constitution en corporation des compagnies à fonds social," sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie Electrique Canada", (The Canada Electric Company).

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : la fabrication et l'exploitation d'un système d'horloges électriques ; la fabrication, la vente et l'installation d'appareils de lumière électrique, de téléphones, de sonneries et de tous autres appareils électriques.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compagnie est et sera dans la ville de Montréal.

4° Le montant projeté du capital-actions est de \$100,000.00.

5° Le capital-actions sera divisé en 1000 actions de \$100.00.

6° Les requérants sont les personnes suivantes : Lacasse Rousseau, entrepreneur-électricien, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal ; Théophile Alain, comptable, de la ville de Montréal, dit district ; Henri Grandbois, comptable, de Saint-Casimir, district de Québec ; Arthur Rousseau, médecin, de la ville de Québec, district de Québec ; Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, district de Montmagny ; les dits requérants seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901.

3755-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "Eastern Townships Brick & Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquérir et posséder, louer et tenir par tout titre légal, toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles, appareils et droits, pouvoirs d'eau et privilèges et autres appartenances et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles à ses affaires comme manufacturière de briques, commerçante de bois et entrepreneur, vendre et louer le tout ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement.

(b) De manufacturer de la brique commune, pressée ou pressée de nouveau, ou de toute autre description, tuyaux de drainage et des tuiles, chaux, ciment et tous objets manufacturés avec de l'argile ; de manufacturer, acheter et vendre du bois, bois de construction, bois de corde, bois de pulpe de toutes descriptions ; d'acquérir et posséder, construire ou louer les factories, magasins, salles de ventes, bureaux, moulins, aqueduc, travaux et tramways électriques qui peuvent être nécessaires ou utiles, et en général de manufacturer et vendre de la brique, chaux, ciment, sable, bois, bois de pulpe, billots et bois et toute sorte de matériaux pour construction, et de faire et conduire des affaires en général comme entrepreneurs et commerçants et fournisseurs de matériaux pour construction de toute description.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation under the provisions of section second, chapter third, title eleven of the Revised Statutes of Canada "the joint stock companies incorporation Act," constituting the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, by the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company is the following : "The Canada Electric Company."

2. The incorporation is sought for the following purposes, to wit : the fabrication and working of a system of electric clocks ; the fabrication, sale and installation of electric light, telephone and bell ringing apparatus, and of any other electric apparatus.

3. The chief place of business of the said company is and will be at the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital is \$100,000.00.

5. The stock will be divided into 1000 shares of \$100.00.

6. The petitioners are the following parties : Lacasse Rousseau, electrical contractor, of the town of Saint Louis, district of Montreal ; Théophile Alain, accountant, of the city of Montreal, said district ; Henri Grandbois, accountant, of Saint Casimir, district of Quebec ; Arthur Rousseau, physician, of the city of Quebec, district of Quebec ; Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, district of Montmagny ; the said petitioners will be the provisional directors.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for petitioners.

Montreal, 1st October, 1901.

3756

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "Eastern Townships Brick and Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To acquire and own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and movable property, plant and rights, water powers and privileges and other appurtenances and improvements as may be necessary or useful in connection with their business as manufacturers of brick, lumber dealers and contractors, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) To manufacture bricks common, pressed or re-pressed, or of any other description, drain and tile pipes, lime, cement and all manufactures of clay ; to manufacture, purchase and sell timber, lumber, cord-wood and pulp-wood of all descriptions ; to acquire and own, construct or lease such factories, store-rooms, salesrooms, offices, mills, waterworks, electrical works and tramways as may be found necessary or useful, and generally to manufacture and deal in bricks, lime, cement, sand, wood, pulp-wood, logs and lumber and all grades of builders materials, and to carry on and conduct a general business as contractors and traders and furnishers of building materials of all descriptions.

(c) De faire aucune et toutes choses ayant rapport à aucun et tous les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00.)

5° Le dit fonds social sera divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Walter B. Neil, manufacturier ; William R. Webster, manufacturier ; James S. Mitchell, marchand ; Sylvester W. Jenckes, manufacturier ; Norman N. Walley, entrepreneur ; Daniel McManamy, marchand, et George Long, manufacturier, tous de la dite cité de Sherbrooke, et Sidney L. Spafford, gérant, du village de Lennoxville, dans les dits district et province.

7° Les dits Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long et Sidney L. Spafford seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

HURD & FRASER,  
Solliciteurs des requérants.

Daté 25 septembre 1901.

3683-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Starke Cooperage Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquies, vendre, posséder et louer des limites à bois et moulins à scie, et de les mettre en opération ; de manufacturer et faire le commerce de bois et de ses produits ; de faire en général les affaires d'une société ; de faire toute autre affaire de même nature ou y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Starke, marchand, de la cité de Montréal ; Robert Starke, marchand ; Arthur N. Paxton, tonnelier ; David McGill, teneur de livres, tous trois de la ville de Westmount, et William Jarvis, commis, de la susdite cité de Montréal, tous dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 25 septembre 1901.

3687-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Garth Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquies comme une affaire en opération

(c) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient carrying on of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis and province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

5. The said capital stock is to be divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Walter B. Neil, manufacturer ; William R. Webster, manufacturer ; James S. Mitchell, merchant ; Sylvester W. Jenckes, manufacturer ; Norman N. Walley, contractor ; Daniel McManamy, merchant, and George Long, manufacturer, all of the said city of Sherbrooke, and Sidney L. Spafford, manager, of the village of Lennoxville, in said district and province.

7. The said Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long and Sidney L. Spafford are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

HURD & FRASER,  
Solicitors for applicants.

Dated 25th September, 1901.

3684

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent of incorporation as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Starke Cooperage Co."

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire, sell, own and lease timber limits and saw mills, and to operate the same ; to manufacture and deal in lumber and the products thereof ; to carry on a general cooperage business ; to do any other business of a like nature or incidental to the foregoing.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be fifty thousand (\$50,000) dollars, divided into five hundred (500) shares of one hundred (\$100) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows : William Starke, merchant, of the city of Montreal ; Robert Starke, merchant ; Arthur N. Paxton, cooper ; David McGill, book-keeper, all three of the town of Westmount, and William Jarvis, clerk, of the city of Montreal aforesaid, all in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are british subjects.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.  
Montreal, 25th September, 1901.

3688

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Garth Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire as a going concern the business hereto-

les affaires ci-devant faites dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Garth & Company," et de manufacturer et faire le commerce d'appareils pour l'électricité, le gaz et la vapeur, et en général de faire les affaires de manufacturiers et de marchands de matériaux de quincaillerie et de plomberie de toutes descriptions et de toute condition de manufacture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent soixante et quinze mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de dix-sept cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms des requérants sont comme suit: Charles Garth, gentilhomme; Henry W. Garth, marchand; John Henry Garth, marchand; Albert Edward Garth, marchand, et John George Smith, manufacturier, tous des cité et district de Montréal.

7° Des dits requérants, Charles Garth, John Henry Garth et John George Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,  
Solliciteurs des requérants.

Daté dans la cité de Montréal, le vingtième jour de septembre dix-neuf cent un. 3651-3

Avis est par les présentes donné que les personnes ci-après désignées, demanderont au lieutenant-gouverneur des lettres patentes, pour les constituer en corporation, conformément à la "Loi corporative des compagnies à fonds social."

Le nom corporatif de la compagnie projetée sera: "La Compagnie Théâtrale du Canada"; sa place d'affaires dans la province de Québec, sera Montréal; son capital action projeté, \$10,000.00, divisé en 200 parts, \$50.00 chaque.

Le but de la compagnie projetée est de donner à Montréal et ailleurs des représentations théâtrales, et particulièrement des soirées dramatiques, musicales et littéraires, sous le nom de "Soirées de Famille".

Les requérants sont: Urbain J. Ledoux, consul des Etats-Unis d'Amérique, en la cité des Trois-Rivières; Arthur Berthiaume, publiciste; Eugène Panneton, marchand; Elzéar Roy et Eugène H. Godin, avocats, ces quatre derniers de la cité et du district de Montréal.

MM. Urbain J. Ledoux, Eugène Panneton et Eugène H. Godin seront les trois premiers directeurs de la compagnie, ces directeurs sont en majorité sujets britanniques.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN.

Montréal, 29 août 1901. 3615-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les but ci-après mentionnés:

1° Le nom corporatif de la compagnie sera: "Rougier Frères".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont:

(a) D'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements ou biens fonciers qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour l'importation générale de produits français et autres produits européens, et l'exportation de produits américains.

(b) D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypo-

fore carried on at the city of Montreal, under the name and style of "Garth & Company," and to manufacture and deal in electric, gas and steam fixtures, and generally to carry on the business of manufacturers and dealers in hardware and plumbers materials of all descriptions and in every condition of manufacture.

3. The chief place of business of the said company is at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and seventy-five thousand dollars.

5. The number of the shares will be seventeen hundred and fifty, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names of the applicants are as follows: Charles Garth, gentleman; Henry W. Garth, merchant; John Henry Garth, merchant; Albert Edward Garth, merchant, and John George Smith, manufacturer, all of the city and district of Montreal.

7. Of the said applicants, Charles Garth, John Henry Garth and John George Smith shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,  
Solicitors for applicants.

Dated at the city of Montreal, the twentieth day of September, nineteen hundred and one. 3652

Notice is hereby given that the persons hereafter described will petition the Lieutenant Governor, to grant letters patent to incorporate them as a joint stock company, according to "The Joint Stock Companies' incorporation act".

The corporate name of the proposed company will be: "La Compagnie Théâtrale du Canada"; its place of business in the province of Quebec, will be Montreal; its proposed capital stock, \$10,000.00, divided in 200 shares of \$50.00 each.

The object of the proposed company is to give in Montreal and elsewhere theatrical representations, and especially dramatic, musical and literary entertainments, under the name of "Soirées de Famille".

The applicants are: Urbain J. Ledoux, consul of the United States of America, in the city of Three Rivers, P. Q.; Arthur Berthiaume, editor; Eugène Panneton, merchant; Elzéar Roy and Eugène H. Godin, advocates, these last four of the city and district of Montreal.

Messrs. Urbain J. Ledoux, Eugène Panneton and Eugène H. Godin are the three first directors of the proposed company, and the majority of them are subjects of His Majesty.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN.

Montreal, 29th August, 1901. 3616

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The corporate name of the company is to be: "Rougier Frères".

2. The objects for which incorporation is sought for, are:

(a) To purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements and real estate that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of importation generally of french products and other european products, and the exportation of american products.

(b) To borrow on debentures or otherwise, to

théquer, aliéner ou disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(c) D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00.)

5° Le nombre d'actions est de sept cent cinquante (750), de cent dollars (\$100.00) chacune.

6° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Jean dit Jules Rougier, négociant, de la ville de Paris, en France ; Pierre dit Victor Rougier, marchand ; Claude Louis dit Claudius Rougier, commis ; Louis Philéas Méthot, voyageur de commerce ; Gaston Charlebois, teneur de livres ; Louis Philippe Demers, avocat et Conseil du Roi ; Raoul G. de Lorimier, avocat, et Joseph Hector Brodeur, commis, ces sept derniers de la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Les dits Pierre dit Victor Rougier, Louis Philéas Méthot et Gaston Charlebois, tous résidant au Canada et sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DEMERS & DE LORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 17 septembre 1901.

3625-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, en corps politique et incorporé, sous le nom de et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "Lawrence A. Wilson Company."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

a. De manufacturer, embouteiller, acheter et vendre en gros et en détail les esprits de vins et liqueurs de toutes sortes, alcooliques ou non, et de faire le commerce général comme fabricants, et détailliers d'esprits de vin, eaux gazeuses et toutes liqueurs, fabriquer les cigares et faire le commerce de tabac.

b. De faire un commerce comme marchand général et manufacturier ;

c. De faire tels contrats de loyer, de vente, d'achat, d'échange ou autrement, et de faire toutes telles affaires et choses nécessaires pour les fins du commerce ci-haut mentionné, y compris l'acquisition de propriétés immobilières à tout titre quelconque et en disposer.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres (\$200,000), divisé en deux mille parts de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, adresse et profession des requérants sont comme suit : Lawrence A. Wilson, marchand ; William A. Jackson, gérant ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, vendeur, et Alexis Derouselle, caissier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-haut nommés, qui sont sujets britanniques, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

HIBBARD & GLASS,

Avocats des requérants.

Montréal, 29 août 1900.

3461-4

hypothecate, alienate to dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(c) To exercise all the powers given by the Joint Stocks Companies Act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is seventy-five thousand dollars (\$75,000.00).

The number of shares will be seven hundred and fifty (750), of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, profession and residence of applicants are as follows : Jean dit Jules Rougier, of the city of Paris, in France, merchant ; Pierre dit Victor Rougier, merchant ; Claude Louis dit Claudius Rougier, clerk ; Louis Philéas Méthot, commercial traveller ; Gaston Charlebois, bookkeeper ; Louis Philippe Demers, advocate and King's Counsel ; Raoul G. de Lorimier, advocate, and Joseph Hector Brodeur, clerk, these latter all of the city of Montreal, in the district of Montreal.

The said Pierre dit Victor Rougier, Louis Philéas Méthot and Gaston Charlebois, all residing in Canada and subjects of His Majesty, shall be the first directors or provisional directors of the said company.

DEMERS & DE LORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montreal, 17th September, 1901.

3626

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act" incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name, and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be : "Lawrence A. Wilson Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

a. The manufacture, bottling, purchase and sale by wholesale and retail of wines spirits and liquors of all kinds, whether alcoholic or not, and to carry on a general business as manufacturers and dealers in wines spirits and all aerated waters, liquors generally, cigars and other manufactures of tobacco.

b. To do a general mercantile and manufacturing business.

c. To make such contracts by lease, sale, purchase, exchange or otherwise, and to do all such matters and things as may be necessary or proper for the carrying out of the above purposes, including the acquiring and disposal of real estate by any title whatsoever.

3. The chief place of business of said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said Company is to be the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) divided into two thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, addresses and calling of each of the applicants are as follows : Lawrence A. Wilson, merchant ; William A. Jackson, manager ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, salesman, and Alexis Derouselle, cashier, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, of whom the first three above named, who are British subjects, are to be the first or provisional directors of said company.

HIBBARD & GLASS,

Attorneys for applicants.

Montreal, 29th August, 1901.

3462

Avis est par le présent donné qu'après publication des avis requis par la loi, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem."

2° La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000.00, divisé en 200,000 parts de vingt-cinq centins chacune.

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

1° D'acquérir la peinture connue sous le nom de "Cyclorama de Jérusalem" et du crucifiement et ses accessoires actuellement à Sainte-Anne de Beaupré.

2° D'exhiber la dite peinture à Sainte-Anne de Beaupré ou ailleurs, dans la province de Québec.

3° De faire le commerce en gros et en détail, d'objets de piété, de bijouteries de fantaisie, etc., à Sainte-Anne de Beaupré ou ailleurs, dans la province de Québec.

4° D'acquérir et posséder des immeubles pour les fins ci-dessus.

5° De faire souscrire des parts dans la compagnie proposée, avec ou sans primes, distribuées par tirage au sort entre les actionnaires, et payables en actions de la dite compagnie seulement.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Charles F. Lalonde, bourgeois ; Joseph A. Martin, agent, tous deux de Montréal ; L. Moïse Plourde, cultivateur, de Saint-Gregoire, comté de Nicolet ; Adélarde Plourde, étudiant en médecine, de Sainte-Anne de Beaupré, et Emile Trudel, agent de commerce, de la cité de Québec.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde et Adélarde Plourde, tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

U. PLOURDE,

Procureur des requérants.

Sainte-Anne de Beaupré, 26 septembre 1901.

3701-3

Notice is hereby given that after the publication of required by law, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem".

2. The chief place of business will be in the city of Montreal.

3. The capital stock of the said company will be \$50,000.00, divided into 200,000 shares of twenty-five cents each.

The purpose for which incorporation is sought is:

1. To acquire the painting known as the "Cyclorama de Jérusalem", and of the crucifixion and its accessories now at Sainte Anne de Beaupré.

2. To exhibit the said painting at Sainte Anne de Beaupré or elsewhere, in the province of Quebec.

3. To carry on a wholesale and retail trade in objects of piety, of jewellery and fancy wares, &c., at Sainte Anne de Beaupré or elsewhere, in the province of Quebec.

4. To acquire and hold real estate for the said purposes.

5. To have the shares in the said company subscribed for with or without premiums distributed on drawing by lot between the shareholders, payable in shares of the said company only.

The names in full, residence and calling of the petitioners are : Charles F. Lalonde, gentleman ; Joseph A. Martin, agent, both of Montreal ; L. Moïse Plourde, farmer, of Saint Gregoire, county of Nicolet ; Adélarde Plourde, medical student, of Sainte Anne de Beaupré, and Emile Trudel, trader agent, of the city of Quebec.

The first directors of the said company will be : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde and Adélarde Plourde, all residents in Canada and subjects of His Majesty.

U. PLOURDE,

Attorney for petitioners.

Sainte Anne de Beaupré, 26th September, 1901.

3702

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.  
In re G. A. Labelle, Masham Mills, P. Q.,  
Insolvable.

Avis vous est donné que le 5e jour d'octobre 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques,  
Montréal, 12 octobre 1901.

3831

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Napoléon Deschamps,  
Demandeur ;

et

Défendeur.

Joseph Charlebois,  
Avis public est par le présent donné que, par jugement de la cour en date du 7 octobre 1901,

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } Superior Court  
In re G. A. Labelle, Masham Mills, P. Q.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of October, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street,  
Montreal, 12th October, 1901.

3832

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Napoléon Deschamps,  
Plaintiff ;

and

Joseph Charlebois,  
Defendant.  
Public notice is hereby given that, on the 7th day of October, 1901, by order of the court, we were

nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites sous un délai de trente jours pour être colloquées.

L. A. CARON,  
ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,  
41, Bâtisse des Tramways,  
Montréal, 12 octobre 1901. 3863

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de J. Ludger Hould, Gentilly,  
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende sur le produit des biens meubles, a été préparé et sera sujet à objection, au bureau des soussignés, jusqu'à lundi, le vingt-huitième jour d'octobre 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

LAMARCHE & BENOIT,  
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 12 octobre 1901. 3829

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 309.

Dans l'affaire de Alexandre Adélar Morin, jr., marchand, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Débiteur insolvable ;  
et

Alexandre Morin, sr.,  
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Hull, dit district.

ALEXANDRE MORIN, sr.,  
Gardien provisoire.

Hull, 4 octobre 1901. 3843

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Benjamin Levesque, commerçant, Chicoutimi, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 5 octobre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 9 octobre 1901 3871

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Albina Desautels, Faillie ;  
et

Arthur Gagnon et L. A. Caron,  
Curateurs conjoints.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable a notre bureau, le 28 octobre 1901.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Curateurs conjoints.

41 Bâtisse des Tramways.  
Montréal, 12 octobre 1901. 3865

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis, est par le présent donné que Joseph Charlebois, contracteur, Montréal, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 27 sep-

appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed within a month to be collocated.

L. A. CARON,  
ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,  
41, Street Railway Building,  
Montreal, 12th October, 1901. 3864

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
In the matter of J. Ludger Hould, Gentilly,  
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and will be open to objection until Monday, the twenty-eighth day of October, 1901, at the office of the undersigned, after which date the dividends will be paid.

LAMARCHE & BENOIT,  
Joint curators.

No. 1709, Notre Dame street.  
Montreal, 12th October, 1901. 3830

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 309.

In re Alexandre Adélar Morin, jr., merchant, of the city of Hull, district of Ottawa,  
Insolvent ;  
and

Alexandre Morin, sr.,  
Plaintiff.

Notice is hereby given that the said insolvent has made, this day, an abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary, at Hull, said district.

ALEXANDRE MORIN, sr.,  
Provisional guardian.

Hull, 4th October, 1901. 3844

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
In the matter of Benjamin Levesque, trader, Chicoutimi, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 5th October, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
Quebec, 9th October, 1901. 3872

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re Albina Desautels, Insolvent ;  
and

Arthur Gagnon and L. A. Caron.  
Joint curators.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable at our office, on the 28th October, 1901.

Any apposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Joint curators.

41, Street Railway Building.  
Montreal, 12th October, 1901. 3866

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Joseph Charlebois, contractor, Montreal, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the

tembre 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce dit district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,

Dép gardiens provisoires.

Bureau de Gagnon & Caron,  
41, Bâtisse des Tramways,  
Montréal, 12 octobre, 1901. 3861

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Ouellet, marchand, Chicoutimi, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 5 octobre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 9 octobre 1901. 3869

27th day of September, 1901, at the prothonotary's office of the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,

Dep. provisional guardians.

Office of Gagnon & Caron,  
41, Street Railway Building.  
Montreal 12th October, 1901. 3862

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Ouellet, merchant, Chicoutimi, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 5th October, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 9th October, 1901. 3870

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

No 1178.

Le troisième jour d'octobre mil neuf cent un.

Joseph Montpetit, Demandeur ;

B. A. Drapeau, vs Défendeur ;

et

Divers créanciers, et

L. J. A. Surveyer, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le deuxième jour d'octobre 1901, les créanciers du dit B. A. Drapeau, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

E. BROUSSEAU,  
3859 Dep. P. C. S.

### Licitations

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 2 octobre 1901, dans une cause dans laquelle Marie Eva Cécilia Sénécal, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, est Demanderesse ; et Adélar Senécal, journalier, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de Hormidas Senécal avec feu Sophranie Poissant ; Joseph Emile Poissant, de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et Solomon Lanctôt, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée par la donation contenue dans le contrat de mariage passé entre feu Jean-Baptiste Poissant et Dame Henriette Lériger de Laplante, le 31 mars 1856, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

### Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*

No. 1178.

The third day of October, one thousand nine hundred and one.

Joseph Montpetit, Plaintiff ;

B. A. Drapeau, vs Defendant ;

and

Divers creditors, and

L. J. A. Surveyer, Opposant.

Upon order of this court, given on the second day of October, 1901, the creditors of said B. A. Drapeau, the defendant in this cause, who would not have filed their claims, are now called to file them in this cause, at the prothonotary's office of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, with a sworn statement or account, according to article 673 of the code of civil procedure.

E. BROUSSEAU,  
3860 Dep. P. S. C.

### Licitations

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, acting at Saint John, in the district of Iberville, on the 2nd day of October, 1901, in the cause in which Marie Eva Cécilia Senécal, spinster having the full use of her rights, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, is Plaintiff ; and Adélar Senécal, laborer, of the city of Saint Henry, in the district of Montreal, in his capacity of tutor to the minor children born by the marriage of Hormidas Senécal with the late Sophranie Poissant ; Joseph Emile Poissant, of the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville, and Solomon Lanctôt, farmer, of the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, in his capacity of curator to the substitution created by the donation contained in the marriage contract passed between the late Jean-Baptiste Poissant and Dame Henriette Lériger de Laplante, on the 31st day of March, 1856, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit :

Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, contenant trois arpents et six pieds de largeur sur trente arpents de profondeur; tenant devant au chemin de la côte Sainte-Thérèse, derrière au trait-quarré des terres de la côte appelée "La Branche," d'un côté au nord-est à la propriété des représentants de feu Jean-Baptiste Perras, de l'autre côté au sud-ouest à la propriété de Hubert Poupart—avec une maison, une grange et autres bâties dessus construites; à distraire, néanmoins, la portion de cette terre occupée par le chemin fer de Montréal et New-York, le dit immeuble connu et désigné sous le No onze (11), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1901, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenance, dans la salle d'audience, au palais de justice à Saint-Jean, dans le dit district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 8 octobre 1901. 3857  
[Première publication 12 octobre 1901].

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 6767.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant dans le village de Sweetsburg, dit district, le 23e jour de septembre dernier (1901), dans une cause sous le numéro 6767, dans laquelle Harlow E. Teel, cultivateur, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, est Demandeur, et Charles Teel, de Tacoma, dans l'état de Washington, un des Etats-Unis d'Amérique; Dame Sarah Jane Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de Abraham Lampman, du même lieu, et le dit Lampman pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Lucy Teel, de la partie est du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Henry Wright, du même lieu, et le dit Wright pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Merilla Teel, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de John Bell, du même lieu, et le dit Bell pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Emily Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de James Dryden, du même lieu, et le dit Dryden pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Melicent Teel, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Morrison, du même lieu, et le dit Morrison pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Helen Teel, de Haverhill, dans l'état de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, épouse commune en biens de John Connolly, du même lieu, et le dit Connolly pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Minnie Webb, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, femme majeure et usant de ses droits; Arthur Webb, du village de Frelighsburg, dans le dit district de Bedford, et George Webb, de Richford, dans l'état de Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation

A lot of land situate in the parish of Saint Rémi, containing three acres and six feet in width and thirty acres in depth; bounded in front by the road of La Côte Sainte Thérèse, in rear to the trait-quarré of the lands of La Côte called "La Branche," on one side at the north east to the property of the representatives of the late Jean Baptiste Perras, on the other side to the south-west to the property of Hubert Poupart—with a house, one barn and other buildings thereon erected; to withdraw, nevertheless, the portion of the said land occupied by the Montreal and New-York Railway, the said immoveable known and designated under the number eleven (11), upon the official plan and the book of reference of the said parish of Saint Rémi.

The property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of DECEMBER, 1901, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in Saint John, in the said district of Iberville, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, is to be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint John, 8th October, 1901. 3858  
[First published, 12th October, 1901.]

Province of Québec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No 6767.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Québec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the twenty-third day of September last (1901), in a cause number 6767, in which Harlow E. Teel, of the township of Dunham, in said district of Bedford, farmer, is Plaintiff, and Charles Teel, of Tacoma, in the state of Washington, one of the United States of America; Dame Sarah J. Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of Abraham Lampman, of the same place, and the said Lampman for the purpose of hereto authorizing his said wife: Dame Lucy Teel, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, wife common as to property of Henry Wright, of the same place, and the said Wright for the purpose of authorizing his said wife; Dame Merilla Teel, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, wife common as to property of John Bell, of the same place, and the said Bell for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Emily Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of James Dryden, of the same place, and the said Dryden for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Melicent Teel, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Morrison, of the same place, and the said Morrison for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Ellen Teel, of Haverhill, in the state of Massachusetts, one of the said United States of America, wife common as to property of John Connolly, of the same place, and the said Connolly for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Minnie Webb, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, spinster of the full age of majority, and in the exercise of her civil rights; Arthur Webb, of the village of Frelighsburg, in said district of Bedford, and George Webb, of Richford, in the

d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, à savoir :

Les lots ou morceaux de terre comme étant les lots numéros 622 et 623, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham.

Et par et en vertu d'un autre jugement de la dite cour rendu le 3e jour d'octobre courant (1901), les jour, heure et lieu de la vente des dits lots ont été dûment fixés.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1901), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le susdit village de Sweetsburg, dans le dit district; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra déposer au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,  
P. C. S.

J. C. McCORKILL,  
Procureur du dit demandeur.  
Sweetsburg, 4 octobre 1901. 3821  
[Première publication, 12 octobre 1901.]

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford

Province de Québec, } DAME EULALIE BOIS-  
District de Bedford, } VERT, Demanderesse;  
No 133. } contre WILLIAM RAY-  
MOND LEFEBVRE, débiteur, Défendeur; et  
Henry E. Allen, Curateur.

1° Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Principale, dans la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, étant le lot quatre-vingt-quatorze (94), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant la ville de Waterloo, dans le dit district—avec un magasin sus-érigé, contenant 4230 pieds, mesure anglaise.

2° Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Nord, dans la ville de Waterloo, district de Bedford, composé du lot cinquante-deux (52), et les douze (12) pieds est en largeur sur la profondeur du lot cinquante-trois (53), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant la ville de Waterloo, district de Bedford; borné au sud-ouest par la rue Nord, au nord-est par les lots 47 et 49, au sud-est par les lots 49 et 51, et au nord-ouest par le lot 53—ensemble avec une manufacture, un atelier de peintures, engin, bouilloire et autres machines qui s'y trouvent.

3° Partie et morceau du lot numéro quatre-vingt-cinq (85), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant ville de Waterloo, district de Bedford; borné au nord-est par la rue Nord, au nord-ouest par la rue Ouest, au sud-ouest par le lot 86, et au sud-est par partie du dit lot 85, la propriété de Cléophas Laporte—ensemble avec trois maisons sus-érigées et aussi le droit de passage sur le lot 86 pour réparer "The Brown House" ainsi

state of Vermont, one of the United States of America, are Defendants, ordering the sale, by way of licitation, of a certain immovable property described as follows, to wit:

The lots or parcels of land known as lots numbers 622 and 623, of the official plan and book of reference of the said township of Dunham.

And by another judgment of said court, rendered on the 3rd day of October instant (1901), the time and place for the sale of the said lots were duly fixed.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next (1901), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room of the court house, at the village of Sweetsburg aforesaid, in said district; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,  
P. S. C.

J. C. McCORKILL,  
Attorney for said Plaintiff.  
Sweetsburg, 4th October, 1901. 3822  
[First published, 12th October, 1901.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } DAME EULALIE BOIS-  
District of Bedford, } VERT, Plaintiff; vs.  
No. 133. } WILLIAM RAYMOND  
LEFEBVRE, debtor, Defendant; and Henry  
Allen, Curator.

1. A certain lot or emplacement of land situate on Main street, in the town of Waterloo, in the district of Bedford, and being lot ninety-four (94), of the official plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, in said district—with a store thereon erected, containing 4230 feet, english measure.

2. A certain lot or emplacement of land situate on North street, in the town of Waterloo, district of Bedford, composed of lot fifty-two (52), and the east twelve (12) feet in width by the depth of lot fifty-three (53), of the official plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, district of Bedford; bounded on the south west by North street, north east by lots 47 and 49, south east by lots 49 and 51, and north west by lot 53—  
together with a manufactory, paint shop, engine, boiler and other machineries therein contained.

3. Part and parcel of lot number eighty five (85), of the official plan and book of reference of the village, now town of Waterloo, district of Bedford; bounded on the north east by North street, north west by West street, south west by lot 86, and south east by part of said lot 85, the property of Cleophas Laporte—  
together with three houses thereon erected, and also the right of entering on lot 86 to repair the "Brown House" so called, as

appelée, tel que le dit droit est stipulé par acte de vente de Duke Roberts à W. R. Lefebvre, passé devant E. F. de Varennes, N. P., le 24 août 1892, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, reg. B., vol. 68, numéro 40089.

4° Partie et morceau du lot quatre-vingt-quatre (84), des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant ville de Waterloo, dans le district de Bedford; borné au nord-est par la rue Nord, au sud-est par la rue Ouest, au nord-ouest par le lot numéro 83 et partie du lot numéro 84, la propriété de Solomon Cook, et au sud-ouest par partie du dit lot 84, appartenant à Solomon Cook—ensemble avec deux (2) maisons aus-érigées.

5° Partie et morceau du lot numéro trois (3), arpentage primitif, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant connu comme ot cinq cent quatorze (514), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, contenant cent cinq (105) acres en superficie, plus ou moins, sujet au droit d'inonder la partie du dit lot, tel que stipulé par acte de vente de Michael H. Kelpyn à Charles Alfred Poirier, passé devant Thomas Brassard, N. P., le premier jour de février 1868, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, registre B., vol. 20, numéro 11232.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo, et district de Bedford, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 3 octobre 1901. 3809  
[Première publication, 12 octobre 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Province de Québec, District de Bedford, } SAMUEL CRAIG ET SIDNEY CROYS-DILL, des cité et district de Montréal, courtiers, faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs; contre les terres et tenements de W. YOUNG ET GEORGE M. ASHTON, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

La moitié nord du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-quatre (444), et contenant 109 acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue, comme appartenant à George M. Ashton, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 17 septembre 1901. 3621-2  
[Première publication, 21 septembre 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, District de Bedford, } SAMUEL CRAIG ET SIDNEY CROYS-DILL, tous deux des cité et district de Montréal, faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs; contre les terres et tenements de GEORGE M. ASHTON, des cité et district de Montréal, J. C. TAYLOR, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Partie du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-six (446), et contenant 30 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

said right is established by a deed of sale from Duke Roberts to W. R. Lefebvre, passed before E. F. de Varennes, N. P., on the 24th August, 1892, and registered in reg. B., vol. 68, number 40089, Shefford county, registry office.

4. Part and parcel of lot eighty-four (84), of the official plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, in the district of Bedford; bounded on the north east by North street, on the south east by West street, on the north west by lot number 83 and part of lot number 84, the property of Solomon Cook, and on the south west by part of said lot 84, owned by Solomon Cook—together with two (2) houses thereon erected.

5. Part and parcel of lot number three (3), of the primitive survey of the township of Stukely, in the district of Bedford, actually known as lot five hundred and fourteen (514), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely, containing one hundred and five (105) acres in superficie, more or less, subject to the right of flowing part of said lot, as established by a deed of sale from Michael H. Kelpyn to Charles Alfred Poirier, passed before Thomas Brassard, N. P., on first of February, 1868, and registered in register B., vol. 20, number 11232, Shefford county, registry office.

To be sold at the parish church door of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo, and district of Bedford, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sweetsburg, 3rd October, 1901. 3810  
[First published, 12th October, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Province of Quebec, District of Bedford, } SAMUEL CRAIG AND SIDNEY CROYS-DILL, of the city and district of Montreal, brokers, doing business together as such in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs; against the lands and tenements of W. YOUNG AND GEORGE M. ASHTON, both of the city and district of Montreal, Defendants.

The north half of lot 14, in the 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-four (444), and containing 109 acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold, as belonging to George M. Ashton, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sweetsburg, 17th September, 1901. 3622  
[First published, 21st September, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court—District of Montreal.*

Province of Quebec, District of Bedford, } SAMUEL CRAIG AND SIDNEY CROYS-DILL, both of the city and district of Montreal, doing business together in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs; against the lands and tenements of GEORGE M. ASHTON, of the city and district of Montreal, J. C. TAYLOR, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, Defendants.

Part of lot 14, in 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-six (446), and containing 30 acres in superficie, more or less—with all improvements thereon.

Pour être vendue, comme appartenant à George M. Ashton, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sweetsburg, 17 septembre 1901. 3618-2  
[Première publication, 21 septembre 1901.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **EDOUARD BOUFFARD,**  
District de Québec, } **Écuier, avocat, de Québec;**  
No 1545. } **contre PHILEAS GON-**  
**THIER, de Saint-Raphaël, savoir :**

1° Un emplacement connu sous le numéro quatre cent cinquante-quatre (454), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raphaël de Bellechasse, premier rang—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement connu sous le numéro quatre cent cinquante-trois (453), du susdit cadastre de Saint-Raphaël, premier rang—avec bâtisse (beurrerie et fromagerie), et tout le mécanisme et gréments dans la bâtisse servant à la confection du beurre et du fromage, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Raphaël, **JEUDI**, le **QUATORZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEFINE,

Bureau du shérif, Shérif,  
Montmagny, 10 octobre 1901. 3893  
[Première publication, 12 octobre 1901.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LAURENCE ET**  
No 11333. } **ARSENE ROBITAILLE,**  
tous deux marchands de bois, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires comme tels sous la raison sociale de **Laurence & Robitaille, Demandeurs ;** contre les terres et tenements de **E. S. MANNY, des cité et district de Montréal, Défendeur.**

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François de Sales ; borné en front par le chemin public, et en arrière par la Rivière des Prairies, composé des lots connus et désignés sous les numéros neuf et dix (9 et 10), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales—avec un moulin connu sous le nom de Vieux moulin Dubreuil, y compris toutes les machineries et les autres bâtisses dessus construites.

2° Une île située au même lieu, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-treize (193), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales.

To be sold, as belonging to George M. Ashton, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the **TWENTY-SIXTH** day of **OCTOBER** next, at the hour of **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif,  
Sweetsburg, 17th September, 1901. 3620  
[First published, 21th September, 1901.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.*

Province of Québec, } **EDOUARD BOUFFARD,**  
District of Québec, } **Esquire, advocate, of**  
No. 1545. } **Québec ; against PHILEAS**  
**GONTHIER, of Saint Raphaël, to wit :**

1o A lot known as number four hundred and fifty-four (454), of the official cadastre of the parish of Saint Raphaël de Bellechasse, first range—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2o A lot known as number four hundred and fifty-three (453), of the aforesaid cadastre of Saint Raphaël, first range—with building (butter and cheese factory), and all the machinery and apparatus in the building used for making butter and cheese, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Raphael, on **THURSDAY**, the **FOURTEENTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEFINE,

Sheriff's Office, Shérif,  
Montmagny, 10th October, 1901. 3894  
[First published, 12 October, 1901.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH LAURENCE AND**  
No. 11333. } **ARSENE ROBITAILLE,**  
both lumber merchants, of the city and district of Montreal, and doing business there as such under the firm of **Laurence & Robitaille, Plaintiffs ;** against the lands and tenements of **E. S. MANNY, of the city and district of Montreal, Defendant.**

1. A lot situate in the parish of Saint François de Sales ; bounded in front by the public road, in rear by the River des Prairies, made up of the lots known and described as numbers nine and ten (9 and 10), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint François de Sales—with a mill known by the name of the Old Dubreuil mill, including therein all the machinery and the other buildings thereon erected.

2. An island situate at the same place, known and described as number one hundred and ninety-three (193), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint François de Sales.

3° Une autre île située au même lieu, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales.

Les susdites deux îles étant situées dans la Rivière des Prairies, servent pour protéger le pouvoir d'eau du dit moulin.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François de Sales, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 octobre 1901. [Première publication, 12 octobre 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } LA MUNICIPALITE No 1655. } L'ÉCOLE LAICALE DE LA CITE DE SAINTE-CUNEGONDE DE MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, Demanderesse; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, de la cité et du district de Montréal. Défendeur.

Un emplacement—avec les bâtisses y érigées, situé dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de front par cent dix pieds de profondeur, étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, la dite partie ainsi saisie bornée en front par la rue Notre-Dame, du côté nord-est par le lot numéro cinq cent quatre-vingt-douze, du côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, en profondeur par partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize, par les lots numéros cinq cent quatre-vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-quinze, cinq cent quatre-vingt-seize et partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept, tous ces dits numéros étant des sus-dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 octobre 1901. [Première publication, 12 octobre 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH ADELARD OUI- No 3074. } MET, avocat, des cité et district de Montréal. Demandeur; contre les terres et tenements de WILLIAM HENRY MINOGUE, du même lieu, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, étant la moitié du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent huit (408); le dit terrain étant borné en front par la rue Mitcheson (ci-devant rue Clarke), en arrière par l'autre moitié du dit lot ayant front sur la rue Saint-Laurent, d'un côté par le lot quatre cent sept (407), et de l'autre côté par le lot quatre cent neuf (409), des susdits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 octobre 1901. [Première publication, 12 octobre 1901.]

3. Another island situate at the same place, known and described as number one hundred and ninety-four (194), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint François de Sales.

The said two islands being situated in the River des Prairies, serve to keep the water power of the said mill.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François de Sales, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th October, 1901. [First published, 12th October, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF SAINTE CUNEGONDE DE MONTREAL, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, said district, Plaintiff; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montréal, Defendant.

A lot—with the buildings thereon erected, situate in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, county of Hochelaga, district of Montréal, containing ninety feet in front by one hundred and ten feet in depth, being the north east part of the lot of land known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montréal, as number five hundred and ninety-eight, the said part so seized being bounded in front by Notre Dame street, on the north east side by lot number five hundred and ninety-two, on the south west side by the residue of the said lot number five hundred and ninety-eight, in depth by part of lot number five hundred and ninety-three, by lots numbers five hundred and ninety-four, five hundred and ninety-five, five hundred and ninety-six and part of lot number five hundred and ninety-seven, all these said numbers being of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th October, 1901. [First published, 12th October, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH ADELARD No 3074. } OUI-MET, advocate, of the city and district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM HENRY MINOGUE, of the same place, Defendant.

A lot situate and being in the Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montréal, in the district of Montréal, being the half of the lot of land known and described on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as number four hundred and eight (408); the said lot being bounded in front by Mitcheson (formerly Clarke) street, in rear by the other half of the said lot fronting on Saint Lawrence street, on one side by lot four hundred and seven (407), and on the other side by lot four hundred and nine (409) of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th October, 1901. [First published, 12th October, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir : } **FRANCOIS XAVIER**  
No. 2434. } **LESCAUT**, cultivateur,de la paroisse de Verchères, district de Richelieu, Demandeur ; contre les terres et tenements de **PHILIPPE GUYON**, cultivateur, du même lieu, Défendeur, et de **Joseph Geoffrion**, régistrateur de la dite paroisse de Verchères, défendeur *à-qualité* et par reprise d'instance.Saisis comme appartenant et en la possession du dit défendeur **Philippe Guyon**, et du dit défendeur *à-qualité* et par reprise d'instance, **Joseph Geoffrion**, les immeubles suivants, savoir :

1° Un emplacement situé au village de Verchères, district de Richelieu, portant le numéro soixante et neuf (69), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Verchères—avec une maison et autres bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Principale du village de Verchères.

2° Un terrain situé au dit village de la paroisse de Verchères ; borné d'un côté au nord-est par **Salomon Boisseau**, en front par la rue Principale du village, et des deux autres côtés par **Napoléon Sénécal**, d'environ soixante pieds de front sur quinze à dix-huit pieds de profondeur—avec une boutique de forge qui y est construite. Ce terrain fait partie du lot numéro cinquante-deux (52), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.3° Une portion de terre à bois située au dit lieu de Verchères, au **Grand Coteau**, contenant environ un quart d'arpent de front sur trente arpents de profondeur ; tenant au nord-ouest à **Amédée Racine**, au sud-est à **Théophile Dufilly** ou représentants, au nord-est à **Elzéar Desmarais**, et au sud-ouest à **Louis Narcisse Guyon**. Ce terrain ne paraît pas avoir de numéro sur le cadastre officiel.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

**J. R. THIBAUDEAU,**Bureau du Shérif, Montréal, 9 octobre 1901. Shérif. 3853  
[Première publication, 12 octobre 1901.]**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir : } **PEOPLE'S MUTUAL**  
No 1967. } **BUILDING SO-****CIETY, CLASSE B**, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **OLIVER SOLOMAN PARENT**, des cité et district de Montréal, machiniste, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la paroisse de la Côte Saint-Paul, faisant front sur l'avenue Davidson, connu et désigné comme subdivision numéro deux cent quatre-vingt-sept, du lot numéro trois mille neuf cent douze, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec un cottage à deux étages lambrissé en petites planches, sur fondation en pierre sus-érigé ; avec le droit de l'usage en commun de la ruelle en arrière étant la subdivision numéro trois cent un, du dit lot officiel, et le droit d'entrée et de sortir dans la dite avenue Davidson et le chemin de la Côte Saint-Paul, par la ruelle, étant subdivision numéro trois cent deux du dit lot et une allée.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

**J. R. THIBAUDEAU,**Bureau du Shérif, Montréal, 17 septembre 1901. Shérif. 3623-2  
[Première publication, 21 septembre 1901.]**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit : } **FRANCOIS XAVIER LES-**  
No. 2434. } **CAUT**, farmer, of theparish of Verchères, district of Richelieu, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PHILIPPE GUYON**, farmer, of the same place, Defendant, and of **Joseph Geoffrion**, registrar, of the said parish of Verchères, defendant *à-qualité*, and in continuance of suit.Seized as belonging to and in the possession of the said defendant **Philippe Guyon**, and of the said defendant *à-qualité* and in continuance of suit, **Joseph Geoffrion**, the following immovables, to wit:

1. A lot situate in the village of Verchères, district of Richelieu, being number sixty-nine (69), on the official plan and book of reference of the said parish of Verchères—with a house and other buildings thereon erected ; bounded in front by the Main street of the village of Verchères.

2. A lot situate in the said village of the parish of Verchères ; bounded on one side to the north east by **Salomon Boisseau**, in front by the Main street of the village, and on both sides by **Napoléon Sénécal**, of about sixty feet in front by fifteen to eighteen feet in depth—with a forge thereon erected. This lot forms part of lot number fifty-two (52), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Verchères.3. A piece of wood land situate at the said place Verchères, at the **Grand Coteau**, containing one quarter of an arpent in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north west by **Amédée Racine**, on the south east by **Théophile Dufilly** or representatives, on the north east by **Elzéar Desmarais**, and on the south west by **Louis Narcisse Guyon**. This lot does not appear to have any number on the official cadastre.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**J. R. THIBAUDEAU,**Sheriff's Office, Montréal, 9th October, 1901. Sheriff. 3854  
[First published, 12th October, 1901.]**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*Montreal to wit : } **PEOPLE'S MUTUAL BUILD-**  
No. 1967. } **ING SOCIETY, CLASS****B** a body corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **OLIVER SOLOMAN PARENT**, of the city and district of Montreal, machinist, Defendant.

That certain lot of land situate in the parish of Côte Saint Paul, fronting on Davidson avenue, known and designated as subdivision number two hundred and eighty-seven, of lot number three thousand nine hundred and twelve, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the two story clapboard cottage on stone foundation thereon erected ; with the right of use in common of the lane in rear being subdivision number three hundred and one, of said official lot, and of ingress and egress to said Davidson avenue and the Côte Saint Paul road, by the lane, being subdivision number three hundred and two of said lot and an alley.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

**J. R. THIBAUDEAU,**Sheriff's Office, Montréal, 17th September, 1901. Sheriff. 3624  
[First published, 21st September, 1901.]

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-sixième jour d'août 1901, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1901, à ONZE heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédule.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned, and more particularly described in schedule filed in my office, the twenty-sixth day of August, 1901, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1901, at ELEVEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal, for taxes and assessments due, as detailed in the said schedule.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
9	Oueat—West	104	.....	66 à 78	St-Pierre—St. Peter.	Robert D. McGibbon et — and William F. Carter.....	\$1707 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
31	Ste-Anne— St. Anns..	756 partie-part.	.....	71	Richardson.....	Succession—Estate John Beahan.	15 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	1860 pieds —feet.
40	Ste-Anne— St. Anns.	1338	.....	Terrain-Ground	Murray.....	Succes.—Estate Patrick McCann, Joseph, Patrick et— and Tho- mas Colligan. ....	50 84	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
47	Ste-Anne— St. Anns.	1474	.....	26 à 34	Young.....	Thomas Lilley.....	224 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
57	Ste-Anne— St. Anns.	1782 partie-part	.....	1996 à 2034	Notre Dame.....	Margaret Ferns, veuve de—widow of Thomas Sexton.....	1316 65	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	1616 pieds —feet.

82	St-Antoine..	815 partie-part.	.....	492 à 498	St-Jacques--St. James	Mary Ann Bradshaw, Clara Bradshaw, et and George Bradshaw	418 97	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	2775 pieds —feet.
83	St-Antoine..	822	.....	86 à 88½	Inspecteur-Inspector.	Archange Danjoux, veuve de—widow of Henri Hedge and Joseph Ed. Octave Corbeil.....	1293 18	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments. ....	
84	St-Antoine..	824	.....	78 à 78a	Inspecteur-Inspector.	Frederic Duclos.....	668 45	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments. ....	
88	St-Antoine..	915 partie-part	.....	{ 301 à 307 R. 752	St. Jacques— St. James.... Craig.....	} Alexander MacDonald.....	3997 70	Cotisations annuelles.—Annual assessments..	22649 pieds —feet.
95	St-Antoine..	1078	.....	748 à 752	Lagauchetière.....	John Lukin Leprohon.....	370 13	Cotisations annuelles. — Annual assessments.	
100	St-Antoine..	1146	.....	16 à 26	Belmont.....	The Land and Loan Company ...	996 12	Cotisations annuelles et spéciales.—Annual and special assessments	
110	St-Antoine..	1390 partie part	.....	2287 à 2295	Ste-Catherine.....	George Seybold Brown.....	1049 40	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	6545, pieds —feet.
111	St-Antoine..	1429	.....	2341	Ste-Catherine.....	Succession—Estate Lucy S. Rudolf, veuve de—widow of John Brown.....	834 77	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
114	St-Antoine..	1501	.....	71	Drummond.....	George B. Saddler.....	192 97	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
115	St-Antoine..	1581 partie-part	.....	59 à 65	Mackay.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	676 62	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	8,569 pieds —feet.
120	St-Antoine..	87	64	65	Coursol.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	52 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No. de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No. de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietors.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
121	St-Antoine...	87	67	71	Coursol.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	\$ 52 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	
131	St-Antoine...	951	1 partie N.— N. part.	42	St-Antoine.....	John Maguire Guerin.....	35 39	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	400 pieds— feet.
132	St-Antoine...	951	1 partie-part.	42½	St-Antoine.....	Michael Guerin.....	97 48	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	1,955 pieds
135	St-Antoine...	1504	4 partie-part.	59	Drummond.....	Succession—Estate Emma Trudel, épouse de—wife of William S. Brown, William S. Brown, Tharaile Davenport, épouse de —wife of Wm Russell Richards, et—and John Fair, mandataire in trust.....	236 70	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	2,700 pieds —feet.
141	St-Antoine..	1537	1, part-partie	958	Dorchester.....	Jeannie Forsyth.....	520 15	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	4300 pieds —feet.
161	St-Antoine..	1686	12	Terrain—ground	Burnside.....	The Sun Life Assurance Coy....	105 75	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
174	St-Laurent— St Lawrence.	264	.....	8 à 12 9 à 9	{ Mance..... } { Balmoral..... }	Martha Ann McGowan épouse de —wife of Carl Warnecke.....	298 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
176	St-Laurent— St Lawrence.	343 partie-part	.....	296 à 302 185 à 187	{ St-Laurent—St Lawrence..... } { St Chs. Barromée... }	Marie Antoinette Jodoin.....	502 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	3270 pieds —feet.

'81	St-Laurent— St Lawrence.	367	.....	133 à 135	St-Urbain.....	Eugenie Kauntz et—and Sophie Kauntz.....	92 53	Cotisations annuelles—annual assessments.	
191	St-Laurent— St Lawrence.	11	8	Lot	Mitcheson.....	François X. Archambault.....	23 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
236	St-Louis ....	797 partie—part	.....	429 à 435	St-Laurent—St Law- rence.....	Thomas F. Guildor Foisy, Arthur Gagnon, Louis A. Caron, cura- teurs—curators.....	423 00	Cotisations annuelles—annual assessments	5533 pieds —feet.
238	St-Louis ....	880	.....	97	St-Hypolite..	Anna Helen Veitch, Vve de-widow of George Steele, tutrice-tutrix.	37 02	Cotisations annuelles—annual assessments.	
241	St-Louis ....	376	6. 5. et partie de—and part of 4.....	89A à 91D	Ste-Elizabeth.....	Hypolite Gougeon.....	333 12	Cotisations annuelles—annual assessments.	5969 pieds —feet.
261	St-Louis ....	755	2 partie—part	32 à 36	St-Norbert.....	Louis Riopel... ..	79 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	2114 pieds —feet.
262	St-Louis ....	755	3	38 à 42	St-Norbert.....	Louis Riopel. ....	79 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
263	St-Louis ....	755	4	44 à 48	St-Norbert.....	Louis Riopel.....	74 03	Cotisations annuelles—annual assessments	
264	St-Louis ....	755	5	52 à 54	St-Norbert.....	Louis Riopel.....	66 10	Cotisations annuelles—annual assessments.	
265	St-Louis ....	755	6-7	56 à 58	St Norbert.....	Louis Riopel.....	66 10	Cotisations annuelles—annual assessments.	
271	St-Louis ....	902	27	lot	Sanguinet.....	William Gariépy.....	26 45	Cotisations annuelles—annual assessments.	
278	St-Louis ....	903	215, 216	634 à 636	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	55 52	Cotisations annuelles—annual assessments.	
285	St-Louis ....	903	239, 240	560 à 568b	Sanguinet.....	Louis Riopel. ....	79 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
1901	St Jacques— St. James.	109	.....	37 à 43	St-Thimothée.....	Florence Christie, épouse de— wife of Hy. H. Henshaw et— and L. Anna M. Buchanan....	132 20	Cotisations annuelles—annual assessments.	
318	St-Jacques— St. James	522	.....	113 56 1596 à 1620	St-Hubert..... St-Christophe... .. St-Catherine.....	{ Henri Pierre Lamothe, Charles Lamothe et—and Amanda Mail- lot, veuve de— widow of William Lamothe.....	{ 1953 65	Cotisations annuelles—annual assessments.	

## AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

## NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule N <sup>o</sup> .	Quartier.	No du cadastre.	Subdivision.	No de la rue.	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclamé.	Nature des réclamations.	Contenance Mesure anglaise.
	Ward.	Cadastral No.	Subdivision.	Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.	Contents English measure.
319	St-Jacques— St. James.	548 partie-part	.....	321	Dorchester.....	Warwick H. Ryland.....	\$449 45	Cotisations annuelles—annual assessments.	20600 pieds —feet.
322	St-Jacques— St. James.	816	..... }	84 1595 à 1601	St-Christophe..... Ste-Catherine..... }	Henri Pierre Lamothe, Charles Lamothe et— and Amanda Mail- lot, veuve de— widow of William Lamothe.....	647 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
323	St Jacques— St. James.	Partie S. E. de— S. E part of 824	.....	267	St-Denis.....	Pierre Napoléon Ménard.....	317 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	3750 pieds —feet.
325	St-Jacques— St. James.	1010	.....	323 à 325	Montcalm.....	Odile Legaré, épouse de—wife of Joseph Poirier.....	58 17	Cotisations annuelles—annual assessments.	
328	St-Jacques— St James..	432	4	131 à 133 10 à 12	St-Denis..... N.-D. de Lourdes.. }	Atala Leclerc, épouse de—wife of Milton McDonald.....	269 65	Cotisations annuelles—annual assessments.	
331	St-Jacques— St James..	838	12	357 à 361	St-Denis.....	Pierre Napoléon Menard.....	179 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
332	St-Jacques.. St James..	838	13	363 à 365	St-Denis.....	Pierre Napoléon Menard.....	230 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	
341	St-Jacques— St James..	1203	4 et partie de— and part of 5	772 à 778	Berri.....	Melina David, épouse de—wife of William Rickner.....	81 95	Cotisations annuelles—annual assessments.	3,200 pieds —feet.
355	Ste-Marie— St Marys..	19	Partie—part.	Lot.	Notre Dame.....	David A. Lafortune....	74 03	Cotisations annuelles—annual assessments	

360	St-Marie— St Mary's..	378	Partie—part.	48 à 56a	Maisonneuve.....	Marie Eva Dufresne, Raoul M. Dufresne, Maria G. Dufresne, Jos. Dufresne tuteur—tutor...	211 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	
379	Ste-Marie— St Mary's..	1317	Partie—part.	Lot.	Harmonie—Harmony.	Jean B. Pauzé & Hercule Lamouche "Pauzé & Lamouche."...	11 90	Cotisations annuelles—annual assessments.	
386	Ste-Marie— St. Mary's.	1585	partie-part	832 à 844	Nctre Dame.....	William Mitchell, Elizabeth Mitchell, veuve de—widow of Wm McLeod.....	264 38	Cotisations annuelles—annual assessments.	5,929 pieds —feet.
388	Ste-Marie— St. Mary's.	503	3	430 à 434	Lafontaine .....	Antoine Téléphore Patenaude..	79 31	Cotisations annuelles—annual assessments.	
389	Ste-Marie— St. Mary's.	503	23 et—and 24	27 à 31	Burnett.....	Maxime Papineau .....	100 46	Cotisations annuelles—annual assessments.	
426	Ste-Marie— St. Mary's.	1363	16	92 à 94	Logan .....	Georges Pigeon et —and Honorius Pigeon .....	66 09	Cotisations annuelles—annual assessments.	
526		23	807	Lot	Chambly .....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
527		23	806	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
528		23	805	Lot	Chambly.....	John Morris .....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
529		23	727	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
530		23	726	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
531		23	656	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 18	Cotisations annuelles—annual assessments.	
532		23	655	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 19	Cotisations annuelles—annual assessments.	
533		23	654	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 18	Cotisations annuelles—annual assessments.	
534		23	601	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
535		23	600	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
536		23	599	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
537		23	598	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
538		23	539	Lot	Chambly.....	John Morris.....	4 23	Cotisations annuelles—annual assessments.	
539		23	484	Lot	Chambly.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.	
540		23	443	Lot	Chambly.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
541		23	432	Lot	Chambly.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	

Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga.—Part of Hochelaga village, annexed to the city of Montreal, and now joining Hochelaga ward.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No. de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
542	Partie du village d'Hochelega, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelega.—Part of Hochelega village annexed to the city of Montreal and now forming Hochelega ward.	23	451	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	\$5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
543		23	452	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
544		23	502	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.	
545		23	606	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 96	Cotisations annuelles—annual assessments.	
546		23	607	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 97	Cotisations annuelles—annual assessments.	
547		23	608	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 96	Cotisations annuelles—annual assessments.	
548		23	694	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
549		23	695	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
550		23	696	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
551		23	773	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
552		23	774	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
553		23	775	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
554		23	831	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
555		23	832	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
556		23	833	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
557	23	834	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.		
558	23	430	Lot	Ste-Catherine.....	John Morris.....	10 57	Cotisations annuelles—annual assessments.		

559	23	476	Lot	Stadacona.....	John Morris.....	5 29	Cotisations annuelles—annual assessments.
560	23	470	Lot	Stadacona.....	John Morris.....	6 35	Cotisations annuelles—annual assessments.
561	23	507	Lot	Duquette.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.
562	23	537	Lot	Duquette.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
563	23	526	Lot	Duquette.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
564	23	566	Lot	Ontario.....	John Morris.....	5 92	Cotisations annuelles—annual assessments.
565	23	562	Lot	Ontario.....	John Morris.....	6 59	Cotisations annuelles—annual assessments.
566	23	561	Lot	Ontario.....	John Morris.....	5 93	Cotisations annuelles—annual assessments.
567	23	639	Lot	Forsyth.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
568	23	652	Lot	Forsyth.....	John Morris.....	1 33	Cotisations annuelles—annual assessments.
569	23	709	Lot	Hochelaga.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
570	23	721	Lot	Hochelaga.....	John Morris.....	1 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
571	23	790	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	2 64	Cotisations annuelles—annual assessments.
572	23	791	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
573	23	802	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	2 64	Cotisations annuelles—annual assessments.
575	28	828	Lot	Nicolet.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	0 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
576	23	829	Lot	Nicolet.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	0 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
578	31	32	Lot	Cuvillier.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	10 57	Cotisations annuelles—annual assessments.
604	54	59 et partie de —and part of 60.	Lot	Desery.....	Paula S. Gauthier.....	39 16	Cotisations annuelles—annual assessments.

Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga.—Part of Hochelaga village, annexed to the city of Montreal, and now forming Hochelaga ward.

4000 pieds  
—feet.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. — Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
613	Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga.—Part of Hochelaga village, annexed to the city of Montréal, and now forming Hochelaga ward.	80	188	316	Moreau .....	Alphonse Daignault.....	\$42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
678		166	555	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn .....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
679		166	556	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 27	Cotisations annuelles—annual assessments.	
680		166	557	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
681		166	558	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 27	Cotisations annuelles—annual assessments.	
682		166	559	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
688		168	17.18	246 à 252	Iberville.....	Benjamin Schaydler.....	74 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	

691	28	.....	1053	Cadieux.....	Cyrille Alphonse Gervais.....	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.
692	32	.....	1031 à 1033	Cadieux.....	Cyrille Alphonse Gervais.....	80 35	Cotisations annuelles—annual assessments.
693	57 partie—part	.....	458 à 458a	Rachel.....	M. Louise Ada DeLorimier, épouse de—wife of Arthur Magnan...	84 60	Cotisations annuelles—annual assessments. 1600 pieds—feet.
694	188	.....	1062	Cadieux.....	Cyrille A. Gervais.....	35 95	Cotisations annuelles—annual assessments.
698	431	.....	77 à 99 976 à 982	Mitcheson..... St-Laurent—St. Lawr.	Rosalie J. Thompson, épouse de— wife of Ferdinand Bayard...	719 82	Cotisations annuelles—annual assessments.
718	6	87, 88	76 à 82a	Chambord.....	Emile Niquette.....	57 93	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....
732	11	28-a	506 à 508	Mentana.....	Damase Leclair.....	35 81	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....
778	15	1258	312 à 312a	Avenue Laval—Laval Avenue.....	Adolphe <i>alias</i> Rodolphe Robert, grevé de substitution.....	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.
779	15	1259	310 à 310a	Avenue Laval—Laval Avenue.....	Adolphe <i>alias</i> Rodolphe Robert, grevé de substitution..	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.
788	3241	.....	347	Hibernia.....	John Michael Grace.....	50 15	Cotisations annuelles—annual assessments.
789	2675	4	531 à 533	Charlevoix.....	Joseph Lamarche.....	105 75	Cotisations annuelles—annual assessments.
790	2675	5	535 à 537	Charlevoix.....	Joseph Lamarche.....	92 54	Cotisations annuelles—annual assessments.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. — Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents. English measures.
793	Partie du village de la côte St-Louis, annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier St-Denis.—Part of the village of côte St. Louis, annexed to the city of Montreal, and forming the St. Denis ward.	320	.....	11	Bibaud.....	Joseph Paquette.....	50 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	
796		5	445, 446	(8)	Christophe Colomb...	Joseph Lepage.....	31 73	Cotisations annuelles—annual assessments.	
821		8	503 partie-part.	776 à 778	Huntly.....	Eugénie Ferland, épouse de— wife of Napoléon Ferland.....	23 07	Cotisations annuelles—annual assessments.	2500 pieds —feet.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, du chapitre 58, 62 Victoria, P. Q.

Bureau du Shérif,  
Montréal, 3 septembre 1901.

[Première publication, 14 septembre 1901.]

J. R. THIBAUDEAU,  
Shérif.  
3553

To be sold at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, according to the paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P. Q.

Sheriff's Office,  
Montreal, 3rd September, 1901.

[First published, 14th September, 1901.]

J. R. THIBAUDEAU,  
Sheriff.  
3554

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } **DAME PHILOMENE GUAY**,  
No 1670. } épouse de feu Cyrille Samson, du village de Lauzon, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs; contre **PIERRE POULIOT**, du village de Lauzon, à savoir :

Le lot No 213 (deux cent treize), du cadastre officiel du village incorporé de Lauzon, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$24.00 payable en deux paiements, dont l'un le premier octobre, et l'autre dans le courant de mai, en faveur des demandeurs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le **QUINZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHS. LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 10 octobre 1901. 3879  
[Première publication, 12 octobre 1901.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } **GEORGES NADEAU**, de la  
No 1173. } paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, cultivateur; contre **LOUIS PARADIS**, autrefois de Saint-Henri-de-Lauzon, et maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Les lots Nos 650, 695, 696, 697 (six cent cinquante, six cent quatre-vingt-quinze, six cent quatre-vingt-seize, six cent quatre-vingt-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, étant une terre située concession Saint-Patrice Nord—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis, le **DEUXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHS. LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 26 septembre 1901. 3697-2  
[Première publication, 28 septembre 1901.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir: } **PIERRE D'AUTEUIL**, du  
No 1266. } village de la Malbaie, **HECTOR VERRET**, de la ville de Coaticook, avocats et procureurs, sous le nom de D'Auteuil & Verret, de Ambroise Gagnon, senior, l'un des défendeurs dans la cause de Louis Martel, es-qualité; contre Ambroise Gagnon, et al., portant le No 1266 de cette cour; contre **JOSEPH MARTEL**, de la paroisse de Sainte-Anne, dans le district de Chicoutimi, cultivateur, ci-devant de la paroisse Sainte-Agnès, Demandeur, reprenant l'instance, à savoir :

Comme appartenant au dit Joseph Martel :

1° Le lot numéro trois cent cinquante-cinq (355),

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit: } **DAME PHILOMENE GUAY**,  
No. 1670. } wife of the late Cyrille Samson, of the village of Lauzon, as well personally as in her quality of tutrix to her minor children; against **PIERRE POULIOT**, of the village of Lauzon, to wit :

Lot No. 213 (two hundred and thirteen), of the official cadastre of the incorporated village of Lauzon, being a lot situate on Saint Cyrille street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a yearly rent of \$24.00 payable in two payments, the first on the first of October, and the other in the course of May, in favor of the plaintiffs.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the **FIFTEENTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Quebec, 10th October, 1901. 3880  
[First published, 12th October, 1901.]

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit: } **GEORGES NADEAU**, of the  
No. 1173. } parish of Saint Henri de Lauzon, farmer; against **LOUIS PARADIS**, formerly of Saint Henri de Lauzon, and now of parts unknown, to wit :

Lots Nos. 650, 695, 696 and 697 (six hundred and fifty, six hundred and ninety-five, six hundred and ninety-six and six hundred and ninety-seven), of the official cadastral plan for the parish of Saint Henri de Lauzon, being a land in the Saint Patrick concession North—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be sold in one lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Lauzon, county of Lévis, on the **SECOND** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Quebec, 26th September, 1901. 3698  
[First published, 28th September, 1901.]

## Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit: } **PIERRE D'AUTEUIL**, of  
No. 1266. } the village of la Malbaie, **HECTOR VERRET**, of the town of Coaticook, advocates attorneys, under the name of d'Auteuil and Verret, of Ambroise Gagnon, senior, one of the defendants in this cause of Louis Martel, es-qualité; against Ambroise Gagnon et al., bearing the number 1266 of this court; against **JOSEPH MARTEL**, of the parish of Sainte Anne, in the district of Chicoutimi, farmer, heretofore of the parish Sainte Agnès, Plaintiff, reprenant l'instance, to wit :

As belonging to the said Joseph Martel :

1. Lot number three hundred and fifty-five (355).

du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Agnès, situé dans le deuxième rang des Lacs, de la dite paroisse—avec bâtisses.

2° Le lot numéro cent trente-cinq (135), du cadastre officiel du canton de Sales, situé dans le cinquième rang du dit canton—sans bâtisses.

3° Le lot numéro cent trente-six (136), des dits cadastre et rang du dit canton de Sales—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Sainte-Agnès, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 17 septembre 1891. 3633-2  
[Première publication, 21 septembre 1901.]

Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*  
Saint-François } **A**LFRED HOBSON, ci-devant  
à savoir : } du canton de Orford, dans le  
No 219. } district de Saint-François, maintenant de Dawlish, dans le comté de Devon, dans cette partie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, appelé Angleterre, gentilhomme, Demandeur ; contre JOSEPH DUGRINIER, des cité et district de Montréal, et ALFRED DUGRINIER, ci-devant de la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Centre de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro soixante et treize (No 73), sur le plan du cadastre officiel et au lieu de renvoi du dit quartier Centre de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Goodhue—ensemble avec toutes les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans le palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 9 octobre 1901. 3855  
[Première publication, 12 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure*  
Canada, } **H**ENRI EUGENE  
Province de Québec, } **P**OULIN, Deman-  
District de St-Hyacinthe. } deur ; contre **P**IERRE  
No. 63. } **D**AVIGNON, Défendeur.

Un lopin de terre situé en la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville, au côté sud du rang

of the official cadastre of the parish Sainte Agnès, situate in the second range des Lacs, of the said parish—with buildings.

2. Lot number one hundred and thirty-five (135), of the official cadastre of the township de Sales, situate in the fifth range of the said township—without buildings.

3. Lot number one hundred and thirty-six (136), of the said cadastre and range of the said township de Sales—without buildings.

To be sold at the church door of the parish Sainte Agnès, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Malbaie, 17th September, 1901. 3634  
[First published, 21st September, 1901.]

Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit : } **A**LFRED HOBSON,  
No. 219. } heretofore of the township of Orford, in the district of Saint Francis, now of Dawlish, in the county of Devon, in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called England, gentleman, Plaintiff ; against JOSEPH DUGRINIER, of the city and district of Montreal, and ALFRED DUGRINIER, formerly of the city of Sherbrooke, in the said district of Saint Francis, now absent in the United States of America, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendants, the following immovable property, to wit :

A lot of land situate in the Centre ward of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, known and designated as the lot number seventy-three (No. 73), on the official cadastral plan and book of reference of the said Centre ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Goodhue street—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house in, the said city of Sherbrooke, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 9th October, 1901. 3856  
[First published, 12th October, 1901.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*  
Canada, } **H**ENRI EUGENE  
Province of Québec, } **P**OULIN, Plaintiff ;  
District of St Hyacinth. } against **P**IERRE DA-  
No. 63. } **V**IGNON, Defendant.

A lot of land situate in the parish of L'Ange-Gardien, Rouville county, on the south side of

Saint-Georges, étant la moitié sud-est du lot numéro deux cent vingt-quatre (No 224), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de L'Ange-Gardien, contenant un arpent et demi de largeur sur environ dix-sept arpents de longueur—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif. 3607-2  
Saint-Hyacinthe, 17 septembre 1901.  
[Première publication, 21 septembre 1901.]

Saint George range, being the south east half of lot number two hundred and twenty-four (No. 224), of the official plan and book of reference for the said parish of L'Ange-Gardien, containing one acre in width by about seventeen acres in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of L'Ange-Gardien, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff. 3603  
Saint Hyacinth, 17th September, 1901.  
[First published, 21st September, 1901.]

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 377.

Dame Marie Louise Gohier, épouse commune en biens de Hormisdas Beaulieu, marchand, de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Hormisdas Beaulieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le neuvième jour d'octobre mil neuf cent un.

BASTIEN, BERGERON &amp; COUSINEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 octobre 1901. 3895

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 377.

Dame Marie Louise Gohier, wife common as to property of Hormisdas Beaulieu, merchant, of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal, and duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Hormisdas Beaulieu, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of October, nineteen hundred and one.

BASTIEN, BERGERON &amp; COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th October, 1901. 3896

## Avis de Faillites

## EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

*In re* La Compagnie d'Imprimerie du Nord,  
En liquidation.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 28 octobre 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue St-Jacques,  
Montréal, 12 octobre 1901. 3889

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* W. A. Archambault, Demandeur ;

vs.

Beaudoin & Frères, manufacturiers de cigares, de la cité de Montréal, Défendeurs.

Aves est par les présentes donné que, par ordre de la cour, le quatrième jour d'octobre courant, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations devront être filées à mon bureau, sous un mois, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 5 octobre 1901. 3887

## UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

*In re* La Compagnie d'Imprimerie du Nord,  
In liquidation.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 28th October, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,  
97, St. James street.  
Montreal, 12th October, 1901. 3890

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* W. A. Archambault, Plaintiff ;

vs.

Beaudoin & Frères, cigar manufacturers, of the city of Montreal, Défendants.

Notice is hereby given that, by order of the court, on the fourth day of October instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvents, who have made an assignment thereof for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office, within one month, so as to be collocated on the dividend sheet

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.  
Montreal, 5th October, 1901. 3888

Province de Québec, }  
 District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
 No 98.  
*In re* Auguste Leblanc et al., "Gauthier et Vervais",  
 hôteliers, de la paroisse de Saint-Laurent, comté  
 Jacques-Cartier, Faillis ;  
 et  
 Alex. Desmarteau, Curateur.  
 Un deuxième bordereau de collocation sur le  
 produit de la vente de partie des immeubles en cette  
 affaire, est préparé et sera payable à mon bureau, le  
 et après le vingt-neuvième jour d'octobre 1901.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 9 octobre 1901. 3883

Dans l'affaire de J. B. Lamontagne, Québec,  
 Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividende a été préparé en  
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 30  
 octobre 1901, après laquelle date ce dividende sera  
 payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
 Curateur.  
 Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 12 octobre 1901. 3881

Province de Québec, }  
 District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de P. J. Carroll, "Carroll Brothers",  
 plombiers, de la cité de Montréal, Faillis ;  
 et  
 Alex. Desmarteau, Curateur.  
 Avis est par le présent donné que le quatrième  
 jour d'octobre 1901, par ordre de cette cour, j'ai été  
 nommé curateur des biens du susdit failli, qui en  
 a fait un abandon judiciaire complet pour le  
 bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations doivent être déposées dans mon  
 bureau, sous 30 jours, pour assurer leur collocation  
 pour dividende.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 5 octobre 1901. 3885

Province de Québec, }  
 District de Saint-François } *Cour Supérieure.*  
 No 393  
 Dans l'affaire de Hannah L. Bryan, de Coaticook,  
 dans le dit district, manufacturière de bois, et  
 veuve de feu Denis Rainville, Faillie.  
 Avis est par le présent donné que, je, Otis  
 Shurtleff, régistrateur, de Coaticook susdit, ai été, ce  
 jour, par jugement de M. le juge White, nommé  
 curateur aux biens abandonnés de la susdite faillie.  
 Les créanciers de la dite faillie sont par le présent  
 notifiés de produire leurs réclamations assermentées  
 devant moi sous trente jours.  
 OTIS SHURTLEFF,  
 Curateur.  
 Coaticook, 10 octobre 1901. 3891

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 98.  
*In re* Auguste Leblanc et al., "Gauthier and Ver-  
 vais", hotelkeepers, of the parish of Saint Lau-  
 rent, county of Jacques-Cartier, Insolvent ;  
 and  
 Alex. Desmarteau, Curator.  
 A second dividend sheet on the proceeds of the  
 sale of part of the real estate in this matter, has  
 been prepared and will be payable at my office, on  
 and after the 29th day of October, 1901.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598, Notre Dame street.  
 Montreal, 9th October, 1901. 3884

In the matter of J. B. Lamontagne, Quebec,  
 Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final divid-  
 end sheet has been prepared in this matter, and  
 will be open to objection until the 30th October,  
 1901, after which date this dividend will be payable  
 at my office.

GEO. DARVEAU,  
 Curator.  
 Office : 244, Saint Joseph street,  
 Quebec, 12th October, 1901. 3882

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of P. J. Carroll, "Carroll Brothers",  
 plumbers, of the city of Montreal, Insolvents ;  
 and  
 Alex. Desmarteau, Curator.  
 Notice is hereby given that by order of this court,  
 on the fourth day of October, 1901, I was appointed  
 curator to the estate of the above named, who has  
 made a judicial abandonment of all his property  
 for the benefit of his creditors.  
 Claims must be filed at my office, within 30 days,  
 to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598, Notre Dame street.  
 Montreal, 5th October, 1901. 3886

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 No. 393  
 In the matter of Hannah L. Bryan, of Coaticook, in  
 said district, lumber manufacturer, and widow of  
 the late Denis Rainville, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, I, Otis Shurtleff, of  
 said Coaticook, registrar, was, this day, by judgment  
 of Mr. justice White, appointed curator to the  
 abandoned estate of the above named insolvent.  
 The creditors of the said insolvent are hereby  
 notified to file their sworn claims with me within a  
 delay of thirty days.  
 OTIS SHURTLEFF,  
 Curator.  
 Coaticook, 10th October, 1901. 3892

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 41*

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :— Demande d' :—  
Divers lots de Saint-Cyprien à la municipalité  
Lacolle, comté de Saint-Jean, 1963.
- ANNONCEURS :— Avis aux :— Concernant avis,  
etc., 1959.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :— Avis au sujet des :— Assem-  
blée législative, 1965 ; Conseil législatif, 1964.
- DEMANDE A LA LÉGISLATURE :— Ernest E. Vipond,  
1967.
- EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1964.
- FAILLIS :— Beaudoin & Frères 1997 ; Bryan, 1998 ;  
Carroll, 1998 ; Charlebois, 1975 ; Charlebois,  
1976 ; Dme Desautels, 1976 ; Gauthier &  
Vervais, 1998 ; Hould, 1976 ; Labelle, 1975 ;  
Lamontagne, 1998 ; Levesque, 1976 ; La Cie  
d'Imprimerie du Nord, 1997 ; Morin, jr, 1976 ;  
Ouellet, 1977.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :— Eastern Town-  
ships Brick Manufacturing Co, 1971 ; La Cie  
du Cyclorama de Jérusalem, 1975 ; La Cie  
Electrique du Canada, 1971 ; La Compagnie  
théâtrale du Canada, 1973 ; Lawrence A.  
Wilson Coy, 1974 ; Rougier frères, 1973 ; The  
Garth Coy, 1972 ; The Imperial Syrup Coy,  
1970 ; The Starke Cooperage Coy, 1972.
- LETTRES PATENTES EMISES :— The Roberval Pulp &  
Paper Coy, 1962.
- LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :— La Cie de  
Pulpe de Péribonka, 1963.
- LICITATIONS :— Senécal vs Senécal *et al*, 1977 ; Teel  
vs Teel *et al*, 1978.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—  
De H. R. Blanchard à Jos. Phil. Bazinet,  
1964 ; De Joseph Simard & Eug. G. Simard à  
Wilfrid Joseph Proulx, 1963.
- NOMINATIONS :— *Conseiller* :— Municipalité du village  
de Saint-Joachim de la Pointe Claire, comté  
Jacques-Cartier, 1959.  
*Juges de Paix* :— Trois-Rivières, 1959.  
*Maire* :— Village de Saint-Eustache, 1960.
- PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres, 1962 ;  
Jour d'actions de grâces, 1961.  
*Paroisse érigée* :— Sainte-Cécile de Chloridorme,  
1960.
- RÈGLE DE COUR :— Montpetit vs Drapeau, 1977.
- SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Barrette vs Plante,  
1969 ; Beaudoin vs Lacas, 1969 ; Cadieux vs  
Girard, 1969 ; Clancy vs Farrell, 1968 ; Dansereau  
vs Dansereau, 1968 ; Garneau vs Baril,  
1969 ; Gervais vs Dubuc, 1969 ; Gohier vs  
Beaulieu, 1997 ; Heath vs Yertaw, 1968 ; Martin  
vs Dubreuil, 1969 ; Mattassar vs Poplinger,  
1968 ; Poirier vs Choquette, 1970 ; Putney  
vs Webster, 1968 ; Weston vs Weyland, 1968.
- FERRÉS DE LA COURONNE :— Avis de cancellation,  
etc. :— Canton Harrington, 1963.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 41*

- MUNICIPALITIES ANNEXED :— Application for :—  
Several lots of Saint Cyprien to the municipal-  
ity Lacolle, county of Saint John, 1963.
- ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices  
&c, 1959.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notices Respecting the :—  
Legislative Assembly, 1965 ; Legislative Council,  
1964.
- APPLICATION TO THE LEGISLATURE :— Ernest E.  
Vipond, 1967.
- EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1964.
- INSOLVENTS :— Beaudoin & Frères, 1997 ; Bryan,  
1998 ; Carroll, 1998 ; Charlebois, 1975 ; Char-  
lebois, 1976 ; Dme Desautels, 1976 ; Gauthier  
& Vervais, 1998 ; Hould, 1976 ; Labelle,  
1975 ; Lamontagne, 1998 ; Levesque, 1976 ;  
La Cie d'Imprimerie du Nord, 1997 ; Morin,  
jr., 1976 ; Ouellet, 1977.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—  
Eastern Townships Brick Manufacturing Co.,  
1971 ; La Cie du Cyclorama de Jérusalem,  
1975 ; The Canada Electric Coy, 1971 ; La  
Compagnie théâtrale du Canada, 1973 ; Law-  
rence A. Wilson Coy, 1974 ; Rougier frères,  
1973 ; The Garth Coy, 1972 ; The Imperial  
Syrup Coy, 1970 ; The Starke Cooperage Coy,  
1972.
- LETTERS PATENT GRANTED :— The Roberval Pulp  
and Paper Coy, 1962.
- SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :— La Cie de  
Pulp de Péribonka, 1963.
- LICITATIONS :— Senécal vs Senécal *et al*, 1977 ; Teel  
vs Teel *et al*, 1978.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—  
From H. R. Blanchard to Jos. Phil. Bazinet,  
1964 ; From Joseph Simard & Eug. G. Simard  
to Wilfrid Joseph Proulx, 1963.
- APPOINTMENTS :— *Councillor* :— Municipality of  
the village of Saint Joachim de la Pointe Claire,  
county of Jacques-Cartier, 1959.  
*Justices of the peace* :— Three Rivers, 1959.  
*Meyor* :— Village of Saint Eustache, 1960.
- PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 1962 ;  
Thanksgiving day, 1961  
*Parish erected* :— Sainte Cécile of Chloridorme,  
1960.
- RULE OF COURT :— Montpetit vs Drapeau, 1977.
- SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :— Dmes Barrette  
vs Plante, 1969 ; Beaudoin vs Lacas, 1969 ;  
Cadieux vs Girard, 1969 ; Clancy vs Farrell,  
1968 ; Dansereau vs Dansereau, 1968 ; Gar-  
neau vs Baril, 1969 ; Gervais vs Dubuc, 1969 ;  
Gohier vs Beaulieu, 1997 ; Heath vs Yertaw,  
1968 ; Martin vs Dubreuil, 1969 ; Mattassar  
vs Poplinger, 1968 ; Poirier vs Choquette,  
1970 ; Putney vs Webster, 1968 ; Weston vs  
Weyland, 1968.
- CROWN LANDS :— Notice of cancellation, etc. :— Town-  
ship Harrington, 1963.

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEDFORD :—Boisvert vs Lefebvre, 1979 ; Craig *et al* vs Ashton *et al*, 1980 ; Craig *et al* vs Young *et al*, 1980.

MONTMAGNY :—Bouffard vs Gauthier, 1981.

MONTRÉAL :—La municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde de Montréal vs Guerin, 1982 ; Laurence *et al* vs Manny, 1981 ; Lescant vs Guyon *et al*, 1983 ; Ouimet vs Minogue, 1982 ; People's Mutual Bidg Soc. vs Parent, 1983.

QUÉBEC :—Dme Guay vs Pouliot, 1995.

SAGUENAY :—D'auteuil *et al* vs Gagnon *et al*, 1995.

SAINT-FRANÇOIS :—Hobson vs Dugrinier *et al*, 1996.

SAINT-HYACINTHE :—Poulin vs Davignon, 1996.

## SHERIFF'S SALES

BEDFORD :—Boisvert vs Lefebvre, 1979 ; Craig *et al* vs Ashton *et al*, 1980 ; Craig *et al* vs Young *et al*, 1980.

MONTMAGNY :—Bouffard vs Gauthier, 1981.

MONTREAL :—The school municipality of Sainte-Cunégonde of Montreal vs Guerin, 1982 ; Laurence *et al* vs Manny, 1981 ; Lescant vs Guyon *et al*, 1983 ; Ouimet vs Minogue, 1982 ; People's Mutual Bidg Soc. vs Parent, 1983.

QUÉBEC :—Dme Guay vs Pouliot, 1995.

SAGUENAY :—D'auteuil *et al* vs Gagnon *et al*, 1995.

SAINT FRANCIS :—Hobson vs Dugrinier *et al*, 1996.

SAINT HYACINTH :—Poulin vs Davignon, 1996.